

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'offensive unitaire (*Jules Humbert-Droz*). — L'anniversaire de Karl Marx : L'indifférence en matière politique (*Karl Marx*) ; Le principe d'autorité (*Frédéric Engels*). — Production et Révolution (*Léon Trotsky*). — Sur l'impérialisme (*Boris*

Souvarine). — La France et la Ruhr (*Eugène Varga*). — Le douzième Congrès du P. C. R. (*Pierre Pascal*). — Le Fascisme (*Gum et Umberto Terraccini*). — Chronique internationalé : Pologne (*Maciejewski*).

L'Offensive Unitaire

Abas le front unique ! Vive l'unité socialiste ! Telle est, sous la plume de Mouret, la réponse du parti socialiste S.F.I.O. aux propositions communistes de front unique. J'ai dit déjà (*Humanité* du 28 avril et *Bulletin Communiste* du 3 mai), ce que nous pensions de cette manœuvre des réformistes pour masquer leurs dérobades. Les socialistes, qui ne croient pas à la réalisation de leur rêve, qui ne la désirent nullement, n'avaient pas pris la peine de faire des propositions précises d'unité au Parti Communiste.

La manœuvre esquissée par eux est continuée et précisée par l'Union Socialiste Communiste (S.F.I. ?) qui, dans son Congrès constitutif de Boulogne, décida d'inviter les deux Partis, Socialiste et Communiste, à reconstituer l'unité politique du mouvement ouvrier français. Attendons les propositions de l'Union S.F.I. ? avant d'y répondre négativement. Mais, analysons comme nous l'avons fait pour le parti socialiste, sa politique.

Le Congrès de fusion du P. U. C. et de l'U. F. S. est, à maints égards, fort divertissant. Sans foi et sans espoir dans leur entreprise unitaire, ces politiciens si semblables, ont failli échouer dans leur fusion pourtant bien restreinte. Seule la peur du ridicule a été le ciment d'unité ! Une question de principe était-elle en jeu pour rendre le travail du Congrès si laborieux ? Ce serait méconnaître ces discuteurs capables de se passionner seulement pour des questions de forme et de procédure ; le titre de l'organisation était l'obstacle le plus sérieux à leur fusion qui ne sera définitive que dans trois mois.

Le Parti Communiste recevra donc incessamment une lettre de l'Union de Frossard, l'invitant à fusionner avec le Parti de Renaudel.

Il y a un an à peine, quand l'Internationale Communiste fixa sa tactique du front unique, c'est Méric, Frossard, Pioch, Auclair, Servantier qui dénonçaient l'opportunisme de Moscou, qui accusaient l'Internationale de trahison pour vouloir causer seulement avec Longuet ! Et ce sont eux qui aujourd'hui invitent le Parti qu'ils ont déserté à fusionner avec celui de Renaudel. Farceurs !

Peut-on croire à la sincérité de leur campagne unitaire quand, il y a un mois à peine, le journal de Frossard parlait d'une scission probable de la C. G. T. U. provoquée par ses collaborateurs du Comité de défense syndicaliste. N'est-ce pas eux encore, qui, obligés d'abandonner ce projet criminel, s'efforcent de détacher certaines fédérations, le bâtiment en particulier, de la C. G. T. U. pour les pousser dans l'autonomie ?

Politiciens sans boussole, ils sont guidés par la seule volonté de nuire au communisme. Espérant jeter le trouble dans le Parti, ils lui proposent l'unité politique avec les dissidents, tandis qu'au même moment ils travaillent au morcellement de la C. G. T. U. !

Méric écrivait l'an dernier : « Pourquoi pas le front unique avec Briand ! » Il ne se croyait, sans doute, pas si bon prophète.

♦♦

Le Congrès de Boulogne devait déterminer la ligne politique du nouveau parti, fixer sa tactique à l'égard des problèmes de politique intérieure et le situer dans la vie du prolétariat international. Sur ces points essentiels le Congrès a piteusement échoué.

La vie actuelle des partis prolétariens est dominée par la question de la lutte et de la collaboration des classes, par le problème de

leurs relations avec la bourgeoisie dite de gauche. En France, la proximité des élections législatives place cette question au premier plan de la vie politique intérieure. Quelle attitude prendra l'Union Socialiste-Communiste à l'égard du bloc des gauches ?

La « déclaration » de principes adoptée à Boulogne est sur ce point fort habilement rédigée, mais, en réalité, elle ne dit rien. Cette charte constitutive du nouveau parti prolétarien ne contient pas une seule fois le terme de lutte de classe !

C'est déjà symptomatique. En ce qui concerne la collaboration des classes elle dit :

« Le Parti ne saurait rechercher ni admettre aucune participation au gouvernement ou aux institutions internationales ayant un caractère politique dans la société bourgeoise, et il repousse toute tentative pour masquer les antagonismes de classes toujours croissants à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois. »

Ce paragraphe n'est précis que sur un point : il condamne la participation ministérielle. Le reste est trop habilement rédigé pour signifier quelque chose.

Mais, en France, la question de la collaboration des classes ne revêt pas la forme ministérielle. La collaboration gouvernementale n'est nullement actuelle et ne peut se poser avant les prochaines élections. Le Congrès de Boulogne en prenant position nettement sur ce point tranchait une question d'ordre théorique nullement urgente. Avant les élections de 1924 la collaboration des classes revêt la forme de la préparation du bloc des gauches par des rapprochements multiples avec les partis bourgeois avancés : rapprochement dans la presse bourgeoise, rapprochement dans les sociétés politiques qui groupent bourgeois et socialistes, Franc-Maçonnerie, Ligue des Droits de l'homme, etc.

La résolution de Boulogne « repousse toute tentative pour masquer les antagonismes de classe, à l'effet de faciliter un rapprochement avec les partis bourgeois ». Formule élastique qui paraît intransigeante mais qui permet à Paul Louis, à Pioch, à Méric, à Gassier et à tant d'autres de continuer leur collaboration à la presse bourgeoise et qui laisse largement ouverte la porte des loges et des ligues où s'opère le rapprochement avec les partis bourgeois.

En réalité, comme le parti socialiste S.F.I.O., l'Union S.F.I. ? ne s'est pas prononcée officiellement dans son Congrès, elle se contente de masquer sous une formule hypocrite sa pratique quotidienne de rapprochement avec les partis bourgeois, qui ne diffère pas de celle des socialistes. N'est-ce pas pour sauver cette pratique que les résistants sont sortis ou ont été sortis du Parti ?

La dernière fois que je vis Frossard, — c'était le 31 décembre, et il était prêt à partir le surlendemain pour Moscou, — je lui reprochai amicalement d'avoir envisagé, après le Congrès de Paris, la rupture du Parti avec l'Internationale.

— « On ne rompt pas comme ça avec l'Internationale me répondit-il. Rompre, pour aller où ! »

J'ai souvent pensé à cette réponse au cours de ces derniers mois. Frossard, le lendemain, a rompu avec l'Internationale, mais il ne sait encore où aller. Un parti prolétarien sans vie internationale est voué à la mort. Le malheur pour l'Union Socialiste-Communiste, c'est qu'elle se constitue au moment où les autres partis centristes liquident. L'Union de Vienne qui, à ses débuts, avait le programme formulé aujourd'hui par Frossard, proclame sa faillite et rentre honteusement dans la II^e Internationale.

Du grand parti indépendant allemand, du grand parti socialiste italien, que reste-t-il ? L'histoire, la vie et la lutte prolétariennes ont liquidé le centrisme et ses illusions en deux ans à peine. Ce n'est qu'en abandonnant la plateforme équivoque de Vienne et en pratiquant la politique réformiste de la II^e Internationale que les partis socialistes d'Autriche, de France et de Suisse ont évité la désagrégation.

L'Union Socialiste-Communiste, tente en France, deux ans après les autres partis centristes ce que l'histoire ouvrière a définitivement condamné. L'Internationale à laquelle l'U. S. C. appartient idéologiquement est en décomposition. On comprend l'embarras des chefs du Parti nouveau. Aller à Hambourg ?... c'est créer un parti pour le remettre aussitôt au commissaire priseur de la faillite, c'est se décerner un brevet de crétinisme politique. Et le Parti nouveau n'ira pas à Hambourg. Il se nourrit du maigre espoir de retrouver le parti maximaliste italien et le groupe Ledebour, les deux partis qui démontrent le plus éloquemment, l'impossibilité centriste, qui sont l'image lamentable de la ruine qui attend toute tentative semblable.

Il est vrai que l'Union S.F.I. ? ne vivra pas les heures douloureuses des grands partis centristes. Elle naît trop tard pour être grande. Les conditions historiques qui ont permis la formation des grands partis centristes sont passées, il ne reste que les conditions historiques qui précipitent leur désagrégation. C'est pourquoi le parti Socialiste-Communiste a tant de peine à se constituer. Il se décompose avant de s'agréger sans racines dans la vie ouvrière internationale, sans possibilités de se développer en France entre le parti socialiste et le Parti Communiste, il réalisera l'unité qu'il recherche, non avec notre Parti, mais avec celui de Renaudel et de Blum. Quand on préfère à l'Internationale Communiste la presse bourgeoise et la Franc-Maçonnerie, on peut se draper dans les résolutions les plus habilement rédigées ; on ne réussit pas à cacher le bout de l'oreille réformiste. La II^e Internationale est aussi honorable que le Grand Orient, elle l'est davantage pour un ouvrier. Avec elle nous pratiquerons le front unique. Avec le Grand Orient, — n'en déplaise à Méric, — jamais ! C'est une des raisons qui rendent la grande unité impossible.

Jules HUMBERT-DROZ.

L'Anniversaire de Karl Marx

L'Almanacco repubblicano pour l'année 1874, publié à la fin de 1873 à Nodi par Enrico Biguami (mort il y a un an ou deux à Lugano, où il dirigeait la revue Cœnobium), contenait un article de Karl Marx, L'indifferenza in materia politica et un article de Fr. Engels, Dell' autorità.

Dans la Neue Zeit des 3 et 10 octobre 1913, M. Riazanov a publié (en allemand) ces deux articles oubliés et presque introuvables. Peu après, le Mouvement socialiste en donnait une version française.

C'est cette dernière que nous reproduisons aujourd'hui dans le Bulletin Communiste.

L'indifférence en matière politique

La classe ouvrière ne doit pas former un parti politique ; sous aucun prétexte elle ne doit entreprendre une action politique parce que mener la lutte contre l'Etat, c'est reconnaître l'Etat et c'est contraire aux éternels principes ! Les travailleurs ne doivent faire aucune grève ; car mener la lutte pour arracher une augmentation de salaire ou s'opposer à une spoliation, c'est reconnaître le système du salariat et c'est se trouver en contradiction avec les éternels principes de libération de la classe ouvrière.

Si les travailleurs se groupent dans leur lutte politique contre l'Etat bourgeois pour obtenir des concessions, ils signent des compromis et se mettent en contradiction avec les principes éternels ! On doit condamner tout mouvement politique comme les travailleurs anglais et américains ont la mauvaise habitude d'en entreprendre. Les travailleurs ne doivent pas dépenser leurs forces pour obtenir une limitation légale de la journée de travail, car ce serait signer un compromis avec les entrepreneurs, qui dans ce cas n'échoueraient pas les ouvriers que dix ou douze heures au lieu de quatorze ou seize. De même, ils ne doivent pas s'efforcer d'obtenir pour les filles au-dessous de 10 ans l'interdiction du travail de fabrique ; car par ce moyen l'exploitation des jeunes garçons au-dessous de dix ans ne se trouve pas du même coup supprimée. Ce serait faire un nouveau compromis et ce serait porter encore atteinte à la pureté des principes éternels.

Les travailleurs doivent encore moins demander (comme cela arrive aux Etats-Unis) que l'Etat, dont le budget repose sur l'exploitation de la classe ouvrière, assure l'instruction élémentaire des enfants des ouvriers ; car l'enseignement élémentaire n'est pas l'enseignement intégral. Il est préférable qu'ouvriers et ouvrières ne sachent ni lire, ni écrire, ni compter, plutôt que de recevoir l'enseignement d'un maître dans une école de l'Etat. Il est préférable que l'ignorance et un travail jour-

nalier de seize heures abrutissent la classe ouvrière ; mais que les principes éternels restent saufs.

Si la lutte politique de la classe ouvrière prend une forme révolutionnaire, si les travailleurs à la place de la dictature de la bourgeoisie établissent leur dictature révolutionnaire, ils commettent un crime effroyable contre les principes ; car pour satisfaire les besoins du jour, besoins lamentables et profanes, pour briser la résistance de la bourgeoisie, ils donnent à l'Etat une forme révolutionnaire et passagère au lieu de déposer les armes et de supprimer l'Etat. Les ouvriers ne doivent pas former de syndicat, car ce serait perpétuer la division du travail, comme elle existe dans la société bourgeoise. Et cette division du travail même, qui sépare les ouvriers, n'est-elle pas réellement le fondement de leur esclavage ?

En un mot, les ouvriers doivent se croiser les bras et ne pas dépenser leur temps en mouvements politiques et économiques. Tous ces mouvements ne peuvent leur rapporter que des résultats immédiats. En gens vraiment religieux, ils doivent, méprisant les besoins du jour, crier avec une foi profonde : « Que notre classe soit crucifiée, que notre race périsse, mais que les principes éternels restent purs de toute souillure ! » Comme de pieux chrétiens, ils doivent croire en la parole du prêtre, mépriser les biens de ce monde et chercher seulement à gagner le paradis. Lisez au lieu de paradis la liquidation sociale qui, un beau jour, doit avoir lieu dans un coin de ce monde — personne ne sait qui la réalisera, ni comment — et le tour est joué.

Dans l'attente de cette fameuse liquidation sociale, la classe ouvrière doit se comporter convenablement, comme un troupeau de brebis grasses et bien nourries ; elle doit laisser le gouvernement en paix, craindre la police, respecter les lois et se livrer sans se plaindre comme chair à canon.

Dans la vie quotidienne les travailleurs doivent rester les serviteurs les plus obéissants de l'Etat ; mais dans leur for intérieur ils doivent protester avec la dernière énergie contre son existence et ils doivent attester le profond mépris théorique qu'ils ressentent pour lui en achetant et lisant des brochures qui traitent de la suppression de l'Etat ; ils doivent se garder d'opposer à l'ordre capitaliste d'autre résistance que leurs déclamations sur la société future dans laquelle cet ordre maudit disparaîtra.

Personne ne contestera que si les apôtres de l'abstention politique s'étaient exprimés d'une façon aussi nette, la classe ouvrière ne les eût envoyés aussitôt à tous les diables ; elle eût vu faite par quelques bourgeois doctrinaires et quelques jeunes nobles déçus, assez sots ou assez dans tous ces appels une offense et une injure habiles pour lui refuser tout moyen réel de combat, parce qu'il est nécessaire d'avoir recours à ces moyens de combat dans la société actuelle,

et parce que les conditions fatales de cette lutte ont le malheur de ne pas cadrer avec les rêveries d'idéologues que nos docteurs en science sociale ont exaltées sous les noms de Liberté, d'Autonomie et d'Anarchie. Le mouvement de la classe ouvrière est maintenant si puissant que ces sectaires philanthropes n'ont pas le courage de répéter pour la lutte économique les grandes vérités qu'ils ne cessent de proclamer sur le terrain politique. Ils sont trop lâches pour appliquer ces vérités aux grèves, aux coalitions, aux syndicats, aux lois sur le travail des femmes et des enfants, sur la réglementation des heures de travail, etc.

Voyons maintenant dans quelle mesure ils peuvent invoquer les vieilles traditions, l'honneur, la probité, les éternels principes.

Les premiers socialistes (Fourier, Owen, Saint-Simon, etc.) — le socialisme n'étant pas assez développé pour permettre à la classe ouvrière de se constituer en parti politique — se bornèrent nécessairement à la description de la société future et furent obligés de condamner les tentatives des ouvriers pour améliorer leur situation, telles que grèves, coalitions, action politique. Mais si nous n'avons pas le droit de renier ces patriarches du socialisme, de même que les chimistes actuels voient dans les alchimistes d'autrefois leurs précurseurs et leurs ancêtres, nous devons nous garder de retomber dans les fautes qu'ils ont commises et qui de notre part seraient impardonnables.

Beaucoup plus tard, en 1839, lorsque la lutte politique et économique de la classe ouvrière en Angleterre prit un caractère si accentué, Bray, un élève d'Owen et un de ceux qui longtemps avant Proudhon avaient découvert le mutualisme, fit paraître un livre : *Labour's Wrongs and Labour's Remedy*.

Dans un chapitre sur l'inefficacité de tous les moyens de libération auxquels on peut avoir recours dans la lutte actuelle, il fait une critique amère de tous les mouvements économiques et politiques de la classe ouvrière anglaise. Il condamne le mouvement politique, les grèves, la limitation des heures de travail, la réglementation du travail de fabrique des femmes et des enfants, parce que tout cela, à son avis, au lieu de mettre un terme à la situation actuelle de la société, lie au contraire l'ouvrier à celle-ci et en rend les contrastes plus saisissants encore.

Et maintenant arrivons à l'oracle de nos docteurs en science sociale, à Proudhon. Bien que le maître se prononçât catégoriquement contre tous les mouvements économiques (grèves, coalitions, etc.), qui se trouvaient en contradiction avec les théories libératrices de son mutualisme, il encouragea par ses écrits et son intervention personnelle la lutte politique de la classe ouvrière et ses disciples n'osèrent pas ouvertement critiquer ce mouvement. Déjà en 1847, lorsque la grande œuvre du maître, *La Philosophie de la misère*, ou bien *Le Système des Contradictions économiques* virent le jour, j'ai eu l'occasion de réfuter tous les sophismes contre le mouvement ouvrier. Mais en 1864, après la loi Ollivier, qui accordait aux travailleurs français, dans une bien faible mesure il est vrai, le droit de coalition, Proudhon

revient sur le même sujet dans un ouvrage qui a été publié quelques jours après sa mort : *De la capacité politique des classes ouvrières*.

Les attaques du maître plurent tellement à la bourgeoisie que le *Times*, lors des grandes grèves des tailleurs de Londres en 1866, fit à Proudhon l'honneur de le traduire et se servit des propres paroles de Proudhon pour condamner les grévistes. Nous allons donner quelques spécimens de sa manière.

Les mineurs de Rive-de-Gier s'étaient mis en grève et les soldats accoururent pour leur faire entendre raison.

« L'autorité qui fit fusiller les mineurs de Rive-de-Gier se trouvait dans une situation malheureuse. Mais elle agit comme le vieux Brutus qui, partagé entre ses sentiments de père et son devoir de consul, dut sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita pas et la postérité n'a pas osé le condamner »

Aucun travailleur ne se souviendra d'avoir vu jamais un bourgeois hésiter à sacrifier ses ouvriers pour sauver ses intérêts. Quels Brutus que ces bourgeois !

« Non, il n'existe pas plus un droit de coalition qu'il n'y a un droit d'exaction, de brigandage, de rapine, un droit d'inceste, d'adultère ».

On doit reconnaître qu'il existe certainement un droit à la sottise.

Mais quels sont les principes éternels au nom desquels le maître lance ses abracadabrants anathèmes ?

Premier Principe éternel : « L'importance du salaire détermine le prix de la marchandise ».

Même pour ceux qui n'ont pas la moindre idée de l'économie politique et qui ne savent pas que le grand économiste bourgeois Ricardo dans ses *Principes d'économie politique*, parus en 1817, a réfuté d'une façon décisive cette hérésie traditionnelle ; même pour ceux-là, dis-je, ce qui se passe dans l'industrie anglaise ne saurait demeurer inaperçu : l'Angleterre vend ses produits manufacturés à un prix plus bas que n'importe quel autre pays, et pourtant les salaires sont relativement plus élevés en Angleterre que dans aucune contrée d'Europe.

Deuxième Principe éternel : « La loi qui autorise les coalitions est tout à fait illégale, anti-économique et est en contradiction avec tout ordre et toute société. » En un mot, « elle s'oppose au droit économique de la libre concurrence ». Si le maître avait été moins figé en un nationalisme étroit, il se serait demandé comment il pouvait se faire qu'il y a quarante ans fut promulguée en Angleterre une loi semblable en contradiction si flagrante avec le droit économique de la libre concurrence, pourquoi cette loi, à mesure que l'industrie se développe et avec elle la libre concurrence, cette loi destructrice de tout ordre et de toute société s'impose à tous les Etats bourgeois, comme une nécessité inéluctable. Il aurait peut-être découvert que ce Droit (Droit avec un grand D) n'existe que dans les manuels composés par les frères ignorants de l'économie politique bourgeoise, manuels qui contiennent des perles comme celles-ci : « La propriété est le fruit du travail... » ; ils oublient d'ajouter : des autres.

Troisième Principe éternel : « Ainsi, sous prétexte d'élever la classe ouvrière au-dessus de son niveau humiliant, on va dénoncer en bloc toute une classe de pourgeois : la classe des patrons, des entrepreneurs, des usiniers. On soulèvera la démocratie des travailleurs manuels et on lui demandera sa mésestime et sa haine pour ces terribles et insaisissables conspirateurs de la classe moyenne. A la contrainte légale on préférera la lutte dans le commerce et l'industrie ; à la police d'Etat on préférera la lutte des classes ».

Pour fermer à la classe ouvrière tout moyen d'émancipation, le maître condamne les coalitions, qui dressent la classe ouvrière en classe ennemie en face de la catégorie respectable des usiniers, des entrepreneurs, des bourgeois, assurément plus partisans, comme Proudhon, de la police d'Etat que de la lutte des classes. Pour éviter tout ennui à cette classe respectable, le bon Proudhon va jusqu'à recommander aux ouvriers, en attendant l'établissement de la société mutualiste, la liberté et la concurrence qui, dit-il, malgré leurs grands inconvénients, constituent pourtant notre seule garantie.

Le maître prêchait l'indifférence sur le terrain économique pour assurer la liberté et la concurrence, notre unique garantie : les disciples prêchent l'indifférence en matière politique pour assurer la liberté bourgeoise, leur unique garantie. Comme les premiers chrétiens qui prêchaient aussi l'indifférence politique, mais se servaient du bras puissant d'un Empereur pour se transformer de persécutés en persécuteurs, les apôtres modernes de l'indifférence politique ne croient pas que leurs principes éternels leur imposent aussi le renoncement aux biens de ce monde et aux privilèges passagers de la société bourgeoise. Quoi qu'il en soit, nous devons dire qu'ils supportent avec un stoïcisme digne des martyrs chrétiens les 14 ou 16 heures de travail qui pèsent sur les ouvriers des fabriques.

Karl MARX.

Londres, janvier 1873.

Le principe d'autorité

Il y a quelque temps, plusieurs socialistes ont entrepris une véritable croisade contre ce qu'ils appellent le principe d'autorité. Ils s'imaginent qu'il suffit de présenter telle ou telle action comme autoritaire pour avoir le droit de la condamner. On fait tant de bruit avec cette méthode évidemment très sommaire qu'il est nécessaire de s'y arrêter un moment. Autorité dans le sens où ce mot est employé ici signifie : soumission de la volonté d'un autre à notre propre volonté. L'autorité suppose donc d'autre part la subordination. Comme ces deux mots sonnent mal et comme le rapport qu'ils expriment est particulièrement désagréable pour la partie qui est subordonnée à l'autre, on s'est demandé s'il n'y avait pas de moyen pour supprimer ce rapport et si nous ne pouvions pas — sous certaines conditions sociales données — créer un autre état social dans lequel il n'y

aurait plus de place pour cette autorité détestée, dans lequel par conséquent elle disparaîtrait entièrement. Si nous étudions les rapports économiques, industriels, agraires qui sont à la base de la société bourgeoise actuelle, nous trouvons qu'il s'y manifeste une tendance certaine à remplacer l'action isolée de l'individu par l'action combinée de plusieurs. A la place de petites exploitations, œuvres de producteurs isolés, l'industrie moderne a établi les grandes fabriques et les grandes usines, où des centaines de travailleurs surveillent des machines compliquées qui sont mises en mouvement par la vapeur. A la place des voitures et des diligences sont apparus les chemins de fer, et les vaisseaux à rames ou à voiles ont été remplacés par les navires à vapeur. L'agriculture aussi, petit à petit, reconnaît la domination de la machine et de la vapeur, qui lentement mais impitoyablement substituent les gros capitalistes aux petits paysans et laissent la terre aux grands propriétaires qui la cultivent avec l'aide des salariés.

Partout, à l'action indépendante des individus isolés se substitue une action combinée, un enchaînement d'actions toutes dépendantes les unes des autres. Mais qui dit action combinée dit aussi organisation. Est-il donc possible d'avoir une organisation sans autorité ?

Supposons qu'une révolution sociale ait détrôné les capitalistes dont l'autorité dirige maintenant toute la production et la répartition de la richesse. Supposons, pour nous placer entièrement au point de vue des adversaires de l'autorité, que la terre et les instruments de travail soient devenus la propriété collective des ouvriers qui s'en servent. Est-ce que dans ce cas l'autorité disparaîtra, ou bien changera-t-elle de forme ? C'est ce que nous allons examiner.

Prenons comme exemple une filature de coton. Pour que le coton se transforme en fil, il doit subir, au moins six opérations différentes successives, qui la plupart du temps, ont lieu dans des locaux distincts. En outre, on a besoin d'un ingénieur pour mettre en mouvement et surveiller les machines, de plusieurs mécaniciens, chargés des réparations journalières, d'un grand nombre d'ouvriers quelconques pour transporter les produits d'un endroit dans l'autre, etc. Tous ces ouvriers, hommes, femmes, enfants, doivent commencer et finir leur travail à une heure qui est déterminée par l'autorité de la vapeur, sans souci de l'autonomie individuelle. Il est donc indispensable, dès le principe, que les ouvriers s'entendent sur les heures de travail, et dès que ces heures sont fixées, il faut qu'ils s'y conforment. Nécessairement et sans exception.

De plus, à chaque moment et à chaque endroit, se posent des questions de détail sur la méthode de rendement, la répartition des matières premières, etc., qui, si l'on ne veut pas risquer un arrêt brusque dans la production, doivent être de suite résolues. Qu'elles soient tranchées par un délégué qui est à la tête d'un service particulier ou par une décision de la majorité, la volonté de l'individu doit se soumettre ; en d'autres termes, ces questions sont tranchées d'une façon autoritaire. Le mécanisme automatique d'une gran-

de fabrique est beaucoup plus tyrannique que ne le sont les petits capitalistes qui exploitent les ouvriers. Du moins en ce qui concerne les heures de travail, on peut écrire sur ces fabriques : *Lasciate ogni autonomia voi ch'entrate*. (Vous qui entrez, renoncez à toute autonomie). Si l'homme, à l'aide de la science et de son génie d'invention, soumet à son empire les forces de la nature, celles-ci se vengent en le soumettant à son tour, lui qui les exploite, à un véritable despotisme, absolument indépendant de tout état social. Supprimer l'autorité dans la grande industrie, c'est supprimer l'industrie elle-même, c'est détruire la filature qui marche à l'aide de la vapeur pour en revenir à la quenouille.

Prenons un autre exemple, un chemin de fer. Ici la coopération d'un grand nombre d'hommes est absolument nécessaire, coopération qui doit avoir lieu à des heures déterminées avec précision, si l'on veut éviter un grand malheur. Ici la première condition de toute l'entreprise est une volonté supérieure qui résout toutes les questions qui lui sont soumises, et il importe peu que cette volonté soit représentée par un délégué ou par un comité choisi pour exécuter les décisions de la majorité des intéressés. Dans l'un et l'autre cas, on se trouve en présence d'une autorité. Bien plus, qu'advierait-il du premier train, si l'on voulait supprimer l'autorité des employés de chemin de fer sur messieurs les voyageurs ?

Nulle part la nécessité de l'autorité et d'une autorité absolue n'est plus évidente que sur un bateau en pleine mer. Là, au moment du danger, la vie de tous dépend de la soumission immédiate et absolue de tous à la volonté d'un seul.

Si je présente ces arguments aux adversaires exaspérés de l'autorité, ils se retrancheront derrière cette seule réponse : « Ah ! cela est vrai ; mais il ne s'agit pas de l'autorité que nous conférons à des délégués ; il s'agit d'une mission dont nous les chargeons ». Ces gens s'imaginent pouvoir changer la chose en modifiant le nom. Ainsi ces profonds penseurs se moquent véritablement du monde.

Nous avons donc vu que d'une part une certaine autorité (peu importe celui qui la délègue), d'autre part une certaine subordination sont des choses qui s'imposent à nous, indépendamment de toute organisation sociale, en même temps que les conditions matérielles d'après lesquelles nous produisons et faisons circuler les marchandises.

Nous avons vu en outre que les conditions matérielles de la production et de la circulation sont soumises fatalement toujours davantage à l'influence de la grande industrie et de la grande culture, que par conséquent le champ où s'exerce cette autorité s'élargit tous les jours davantage. C'est donc un contre-sens de représenter le principe d'autorité comme absolument mauvais, le principe de l'autonomie comme essentiellement bon.

L'autorité et l'autonomie sont des idées relatives et leur importance varie avec les différentes phases de l'évolution sociale.

Si les autonomistes s'étaient contentés de dire que l'organisation sociale de l'avenir ne tolérera

l'autorité que dans les limites qui lui sont tracées par les conditions même de la production, nous aurions pu nous entendre avec eux ; mais ils sont aveugles pour tous les faits qui rendent indispensable l'autorité et ils partent en guerre contre le mot.

Pourquoi les adversaires de l'autorité ne se bornent-ils pas à crier contre l'autorité politique, contre l'Etat ? Tous les socialistes sont d'accord sur ce point que l'Etat et avec lui l'autorité politique disparaîtront à la suite de la révolution sociale future ; cela signifie que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives, qui surveilleront les intérêts sociaux. Mais les adversaires de l'autorité demandent que l'Etat politique soit supprimé tout d'un coup, avant même que ne soient supprimées les conditions sociales qui l'ont créé. Ils réclament que le premier acte de la révolution sociale soit la suppression de l'autorité.

Ont-ils vu jamais une révolution, ces messieurs ?

Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui existe, un acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie à l'aide de baïonnettes, de fusils, de canons, moyens autoritaires s'il en fut ; et le parti qui a triomphé doit maintenir son autorité par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. Est-ce que la Commune de Paris aurait pu se maintenir plus d'un jour, si elle ne s'était servie de l'autorité d'un peuple en armes contre la bourgeoisie ? Ne pouvons-nous pas au contraire la blâmer de ce qu'elle ait fait trop peu usage de son autorité ?

Ainsi donc, de deux choses l'une : ou bien les adversaires de l'autorité ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils disent et en ce cas ils ne créent que de la confusion, ou ils le savent, et dans ce cas, ils trahissent la cause du prolétariat. De toute façon ils servent la réaction.

Frédéric ENGELS.

(1873)

VIENT DE PARAÎTRE :

E. BRAND & H. WALETSKY

Le Communisme en Pologne

3 ANS DE COMBAT

A L'AVANT-GARDE

Préface d'Amédée DUNOIS

Un volume : 3 francs.

Franco : 3 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

PRODUCTION ET RÉVOLUTION

Les militants ouvriers savent-ils ce que c'est que l'effort révolutionnaire prolongé au lendemain de la révolution, pour l'édification, dans un pays appauvri et ruiné, d'une société communiste, c'est-à-dire basée sur le travail rationnel, sans exploitation de l'homme par l'homme et permettant le plus haut développement de la culture technique, intellectuelle et morale ? Il s'agit d'une œuvre immense qui pour être accomplie doit exiger de la part de millions d'hommes de longues années d'effort intelligent et systématique. Cette œuvre qui n'a jamais encore été tentée, les communistes russes s'y sont courageusement attelés.

Le discours de Trotsky dont nous donnons ci-dessous les extraits, nous fait entrevoir l'étendue de leur tâche, leurs méthodes, et les difficultés, qu'ils ont à surmonter. Il contient une grande leçon de réalisme et d'autorité révolutionnaire.

La première, la plus élémentaire des tâches de la *Nep*, fixée par notre Parti, a été de donner une impulsion à nos forces productrices. La seconde, c'est d'orienter les forces de la production en voie de relèvement, ou devant se relever, vers le socialisme. Ces deux questions ne doivent en aucun cas être confondues.

La *Nep* a rempli sa première tâche. Nos statistiques pour 1913, 1921 et 1922, bien que souvent inexactes, caractérisent assez bien le mouvement de la production. En 1913 le revenu total de toutes les branches de l'industrie et de l'agriculture russes s'élevait à 11 milliards de roubles or. En 1921 il était inférieur à 4,5 milliards, en 1922 il a été de 5,3 milliards.

L'agriculture donnait en 1913 un revenu de 6,7 milliards. En 1921 elle donnait 3,5 et en 1922 4 milliards. L'industrie, dans son ensemble, produisait en 1913 pour 4.400 millions de roubles or et en 1921 pour 929 millions seulement. En 1922 sa production a dépassé 1.300 millions. Mais ce qui nous intéresse le plus, c'est d'une part, la grande industrie nationalisée, de l'autre la petite production des artisans. En 1913 l'industrie grande et moyenne produisait pour 3,7 milliards ; en 1921 pour 669 millions et en 1922 pour 954 millions. En d'autres termes elle réalise en 1922 une augmentation de 43 % sur 1921. Que produisent les artisans ? Avant la guerre, 730 millions par an. En 1921 260 millions, en 1922, 435 millions.

Tous ces chiffres montrent que la *Nep* a rempli sa tâche essentielle, empêché le pays de périr, donné une impulsion nécessaire à la production.

Caractère primitif des échanges avec la campagne

Les échanges entre la ville et la campagne ont parallèlement augmenté. Ils ont principalement porté sur les articles de consommation. La soudure avec la campagne a donc traversé une phase primitive et nous ne faisons que nous rapprocher de la seconde, quand la campagne donnera à la ville des matières premières et en recevra de l'outillage.

Le caractère primitif de nos échanges avec la

campagne est défini par deux facteurs : il porte sur les articles de consommation et la petite production des artisans y joue un rôle énorme. Rappelons-nous que cette production s'élève à 4 ou 500 millions de roubles or tandis que celle de l'industrie grande et moyenne n'est que de 954 millions. Ici se pose nettement la question : les échanges entre la ville et la campagne vont-ils vers le socialisme ou vers le capitalisme ? La *nep* est une arène légalement reconnue par nous, où le capital privé se mesure avec nous.

L'artisanat est le bouillon de culture dans lequel se développait en Russie le capitalisme, d'autre part implanté par le capital étranger. Le capital privé ne s'est presque pas infiltré dans notre industrie grande et moyenne. Les entreprises concédées ne jouent, chez nous, qu'un rôle peu important. Mais le capital privé a la suprématie dans le commerce. L'artisanat et le commerce privé forment contre nous un bloc de forces ennemies.

Réveil de la production

La production s'est ranimée. On produit un peu plus et un peu mieux. Le rendement du travail a augmenté, les salaires aussi. Est-ce à dire que l'Etat s'est enrichi ? En Allemagne l'animation des affaires a signifié la ruine du pays. Mais nous ne payons de contributions à personne. Nous avons réglé toutes nos dettes en octobre 1917 et notre privilège reste entier. Si notre industrie nationalisée travaille à perte qui donc s'enrichit, puisque ce ne sont pas les étrangers ?

Or, notre production, cette année, prise dans son entier a travaillé à perte. Certaines branches se flattent de réaliser des bénéfices. La production a augmenté de 43 %. Dans celle des combustibles amélioration très légère. Celle du papier s'est élevée de 86 millions de roubles or à 191, celle du lainage de 72 à 137. Le textile va de l'avant et la petite industrie privée le précède. La grande industrie nationalisée est encore en déficit.

Ce déficit équivaut à l'effort de mise en marche d'une machine qui avait presque cessé de fonctionner, qui, dans certains cas avait complètement cessé de fonctionner. En ce sens il n'a rien d'inquietant, il était inévitable. Seulement il ne faut pas qu'il continue. La mise en marche faite on ne doit plus travailler à perte. La conclusion de l'expérience c'est encore que nous sommes dans la phase primitive du relèvement. Ce relèvement nous sauve, c'est entendu, il constitue une conquête, et l'élévation des salaires en est une autre. Mais si nous nous demandons à qui il a porté ses premiers profits, il faudra bien que nous répondions que c'a été à notre concurrent, à l'artisan. Et il faudra que nous constatons que nous avons dépensé, pour remettre notre outillage en train, une partie du capital. Rykov en a conclu ainsi et ajouté : « Il faut que dans la troisième année de la *Nep* notre industrie et nos transports fassent leurs frais et rapportent. »

Améliorer la condition du paysan, exporter du blé

Dans la seconde étape de la *Nep*, notre voie c'est celle de la soudure avec la campagne. Le paysan est en présence de l'artisan et de l'industrie nationalisée. Notre Comité du Commerce Intérieur in-

dique que le paysan paye aujourd'hui, en blé ses articles manufacturés, son charbon, son pétrole, etc. 2 3/4 de fois plus cher qu'en 1913. En août dernier les prix des articles manufacturés étaient inférieurs sur nos marchés, à ceux de 1913. Depuis, ils n'ont pas cessé de monter. A la même époque, les prix des produits d'agriculture étaient supérieurs à ceux de 1913 et depuis ils n'ont pas cessé de baisser. Voilà tout le problème de notre vie économique et de notre marche au socialisme.

Il faut d'urgence rapprocher les prix de la production rurale et de la production industrielle, sans quoi aucune surveillance des frontières ne nous sauvera de la concurrence du marché étranger.

Ici, la première question est celle de l'exportation de nos blés. Elle aura une importance de premier ordre si nous les vendons avec bénéfice. Mais nous sommes à l'époque du fascisme, des blocus sont possibles, les Américains ont tant de blé qu'ils en nourrissent leurs cochons et le brûlent parfois ; pendant la guerre l'Amérique a conquis les 9/10 de nos marchés de blés. Pouvons-nous les reconquérir ? Sans le moindre optimisme nous pouvons répondre affirmativement : l'Europe, même fasciste, devra manger notre pain soviétique et les bénéfices de cette exportation, profitant directement aux paysans, serviront en fin de compte à faire vivre notre industrie. Ce n'est pourtant pas encore la solution. C'est plutôt une soudure entre l'Europe capitaliste et la campagne ukrainienne qu'entre notre prolétariat et notre paysannerie.

Créer une comptabilité

Nous sommes trop lourdement équipés en présence de notre adversaire, l'artisan. Son outillage est rudimentaire. Nous n'utilisons, de nos vastes établissements industriels, que 17 à 20 %, 25 % tout au plus, et nous portons tout le poids du reste. Nos trusts rappellent à bien des égards les armées de partisans de naguère, qui avaient 500 baïonnettes, 3 avions et 2 appareils télégraphiques, pour faire figure d'armée. Il faudra donc, avec la plus grande circonspection, les réorganiser, le Parti et les syndicats y consacrant toute leur attention.

Nous devons cesser tout travail à vide, nourrir plutôt les chômeurs que faire fonctionner un mécanisme inutile, centraliser rigoureusement nos trusts, réduire les frais secondaires de la production, même ceux dits de l'enseignement ou du soutien à l'armée rouge, et plus encore ceux de la réclame. A cet égard, un fait : une grande partie de notre presse vit de la réclame parfaitement inutile de nos établissements industriels.

Nous avons en outre besoin d'une stricte comptabilité dont l'absence provoque aux vols et aux gaspillages. Où en sommes-nous dans nos calculs ? L'Inspection Ouvrière nous apprend que 80 % de nos calculs sont arbitraires — et l'on peut supposer que les autres ne valent absolument rien. Des trusts ont accusé de beaux bénéfices et l'Inspection Ouvrière leur a prouvé qu'ils étaient en déficit.

Il y a toute une magie noire et blanche du calcul et nous devons en finir avec elle. Nous avons connu l'époque des « réquisitions » qui justifiaient tout, puis celle de la « spéculation », je crains que nous ne soyons dans celle du « calcul ». Nous devons créer une comptabilité, des calculs précis, qui ne serviront plus à dissimuler le pillage mais nous permettront réellement de faire des affaires. La comptabilité n'est pas une besogne de bureau, un détail technique, c'est la voie du socialisme.

Régulariser les salaires

La Commission des Salaires du Parti, présidée par Rykov, a pris des résolutions importantes : les salaires doivent s'élever sensiblement, en même temps que la production, mais ne doivent pas refléter les sautes de celle-ci. Les bénéfices de l'industrie textile, par exemple, ne doivent pas être entièrement absorbés par les augmentations des salaires, mais doivent, en partie, contribuer au relèvement de toute l'industrie nationalisée.

Concentrer le crédit

Financer une entreprise, c'est la diriger aux trois quarts. Dans notre Etat le mécanisme financier est appelé de plus en plus à régir l'industrie. Naturellement dans ses grandes lignes, et non dans ses détails. Le Commissariat de l'Economie populaire sera impuissant s'il ne dispose pas d'un bon mécanisme financier.

La direction financière de la production ne doit évidemment pas s'inspirer des vicissitudes immédiates du marché commercial, mais ne pas perdre de vue la perspective de longues années, étudiée avec les principaux services de l'Etat et avec le Parti. La seule façon d'éviter dans ce domaine tout dilettantisme c'est de concentrer le crédit.

Le monopole du commerce extérieur n'est pas à mettre en question. Si nous avons à exposer sur quoi reposent nos espoirs d'un avenir socialiste de la Russie, nous dirions : 1. sur le pouvoir politique du Parti, appuyé de l'armée rouge ; 2. sur la nationalisation de la production ; 3. sur le monopole du commerce extérieur. Il suffirait d'abattre l'un des trois piliers pour que l'édifice s'effondrât.

Travailler conformément

à un plan raisonné

Je passe à une question que je considère comme primordiale, celle de l'œuvre économique concertée sur un plan unique. Qu'est-ce que ce plan ? En régime capitaliste, le libre jeu de l'offre et de la demande, les crises etc., régularisent la production. Il n'y a de plan que dans les entreprises privées ; ce n'est que lorsque celles-ci sont des monopoles que leur activité concertée s'étend au marché mondial. En communisme de guerre nous avons dû substituer au jeu de toutes les forces économiques le calcul de nos administrations. Nous avons ainsi réussi à nourrir tant bien que mal l'armée et le prolétariat. Mais nous avons constaté que nous ne pouvions ainsi régir notre industrie. Et nous avons appelé le marché à notre secours. Seulement nous ne pouvons pas mettre sans ménagement notre industrie en présence du marché. L'armée est toujours une économie systématisée qui ne dépend pas du marché ; nos transports sont entièrement étatisés ; notre industrie lourde et celle des combustibles travaillent principalement pour l'armée et pour les transports. Il ne peut pas être question de les mettre en présence du marché, d'ailleurs plutôt insignifiant. Nous sommes ainsi amenés à accorder l'activité prévue, réfléchie, des organes économiques de l'Etat avec la mobilité, l'élasticité du marché et ceci nous rappelle la nécessité du plan. En 1921 nous avons eu une crise de combustible. En 1922 une crise des ventes. Nous avons maintenant une crise des matières premières. Vladimir Illitch nous disait en 1921, à propos de la crise des combustibles : « Nous nous sommes trompés dans nos prévisions ». La crise provenait de notre manque de système, de l'absence d'un plan bien fait. Plus tard la crise des ventes a été le résultat de notre imprévoyance commerciale ; nous avons saturé le faible marché

intérieur. La crise des matières premières a la même cause : on a écoulé les produits à un prix ne garantissant pas l'approvisionnement en matières premières. Nos crises sont principalement causées par l'insuffisance de nos plans. En concertant mieux notre travail nous pourrions, dans une mesure de 5 à 6/10^e prévoir et neutraliser les mouvements du marché.

Diriger la vie économique c'est prévoir et concerner. Mais il ne faut pas confondre le plan général et les possibilités de manœuvre et d'action laissées aux entreprises isolées. Ce sont choses différentes qui se tiennent.

Elaborer et appliquer un plan, c'est faire ce que font en Amérique, pour leur trust, Morgan et son état-major : coordonner la direction et l'administration. De même qu'ils dirigent leurs trusts nous devons diriger toute notre production russe nationalisée.

Nous arrivons ainsi à conclure, avec les thèses du Comité Central, à la nécessité d'avoir un Grand Quartier Général économique.

Vaincre la "Nep"

Nous avons appelé la concurrence du marché libre, nous nous mesurons avec elle. Nous continuerons par l'effort concerté, et notre succès sera indiqué par la part qui reviendra à la direction consciente dans la reconstitution des richesses matérielles. La nouvelle politique économique est sérieuse, durable, mais nullement perpétuelle. Nous ne l'avons suscitée que pour la vaincre avec le concours des lois du marché, en nous servant de ces lois, en y introduisant notre puissante machine économique en y étendant sans cesse la portée du travail sur un plan unique.

Le plan étendu à tout le marché finira par l'annihiler. Cette victoire est-elle possible ? Certes, Est-elle certaine ? Non. L'avons-nous déjà commencée ? A mon avis, non. Nous ne faisons encore que nous rapprocher des positions sur lesquelles nous pouvons vaincre. Nous avons créé les conditions préliminaires de la victoire. Que nous faut-il pour vaincre ?

Nos supériorités

1. A la différence des pays capitalistes, nous pouvons, connaissant nos possibilités et nos besoins, diriger consciemment notre vie économique ; 2. Nous pouvons dans une certaine mesure, dans son intérêt général agir sur les rapports entre l'agriculture et l'industrie, déplacer certaines forces, les faire passer de l'une à l'autre ; 3. Nous pouvons disposer consciemment des ressources de notre Etat, en alimenter mieux certaines branches de la production et supprimer celles dont nous n'avons pas besoin ; 4. Dans l'industrie, nous pouvons répartir consciemment nos ressources entre les entreprises, développer les unes, arrêter les autres ; 5. Nous pouvons, infiniment mieux qu'en régime capitaliste, coordonner le travail des différentes entreprises ; 6. Enfin, la classe ouvrière russe peut accorder à l'Etat un certain crédit sur les salaires. Tels sont six de nos avantages principaux. Je les trouve énoncés dans une brochure consacrée à la région minière de Moscou, dont l'auteur ajoute que si nous sommes encore en déficit, c'est parce que nous manquons de chefs d'industrie s'intéressant à tout, passionnés pour leur travail, sachant consacrer les nuits comme les jours. Car le prolétariat n'a qu'un moyen de réaliser le socialisme : accumuler des bénéfices. La règle la plus simple est ici la meilleure : épargner le kopeck soviétique qui fait le rouble soviétique.

Au IX^e congrès du Parti Vladimir Illitch faisait du choix des hommes la question principale. La

Commission du camarade Koubichev a examiné 28 trusts et conclu au choix « maladroit, imprudent, asystématique de ceux qui les dirigent », et à l'éparpillement consécutif des responsabilités. Aussi a-t-il été proposé que désormais l'administration des trusts panrusse soit désignée par le Conseil Supérieur de l'Economie avec le Comité Central du Parti. De même, dans les provinces, les comités provinciaux du Parti collaboreront quant aux nominations avec les Comités de l'Economie provinciale.

L'accumulation socialiste primitive

Nous nous préparons à franchir les stades de l'accumulation primitive socialiste. Vous vous rappelez ce qu'est, d'après Marx, l'accumulation capitaliste primitive et quelle tension des forces elle suppose chez le petit patron. Ce petit exploitateur fait des prodiges, atteint à une sorte d'héroïsme, dort 4 heures sur 24, se nourrit de pain noir, exploite sa femme et ses enfants, rogne les centimes. Spectacle écœurant, parce qu'il s'agit du centime individuel d'un petit bourgeois rapace. Nous avons besoin, nous d'une stricte économie, à laquelle doivent contribuer toute notre perspicacité, toute notre énergie, toute notre volonté. Nous jetons au pays ce mot d'ordre : Epargner le kopeck soviétique. Avec le dévouement et l'attention que nous mettions autrefois, dans le travail révolutionnaire clandestin, à garder les adresses de nos camarades qui ne devaient jamais être perdues, jamais être livrées, nous devons nous attacher désormais à défendre chaque parcelle du patrimoine de notre pays socialiste.

Mettons-nous à l'œuvre et nous sortirons ce pays de la misère et de l'esclavage. Et nous ne capitulerons pas devant le capital.

Léon TROTSKY.

SUR L'IMPÉRIALISME

Nous avons publié deux articles de Berdreint tendant à expliquer l'existence d'un « impérialisme ouvrier », et une lettre de deux camarades enchantés de cette découverte. Ce point de vue était absolument contraire à celui du Bureau Politique du Parti, qui n'a vu nul inconvénient à une discussion sur ce sujet. — tout en n'y voyant, d'ailleurs, aucun intérêt.

Nous avons donné une définition de l'impérialisme jusqu'à présent admise par les marxistes révolutionnaires et qui détruit complètement la thèse de Berdreint. L'impérialisme n'étant, à nos yeux, qu'une phase du développement du capitalisme, il est paradoxal et antinomique de parler d'impérialisme ouvrier. Les deux termes s'excluent réciproquement.

Berdreint ne voit dans l'impérialisme que son aspect d'expansion et néglige le reste, tout ce qui est déterminant et par conséquent essentiel. Nous croyons avoir dit les choses assez clairement pour n'y plus insister. Le deuxième article de Berdreint n'ajoutait rien au premier.

Le Bureau Politique a déclaré la discussion close et il repousse la thèse de Berdreint. Nul doute qu'il traduise ainsi l'opinion de l'ensemble du Parti.

Boris SOUVARINE.

La France et la Ruhr

La vie économique de l'Europe a été, pendant le 1^{er} trimestre 1923, entièrement sous l'influence de l'occupation de la Ruhr.

L'occupation de la Ruhr est survenue — formellement — par suite du manquement des livraisons de charbon et de bois de l'Allemagne. Ce n'était là, bien entendu, qu'un prétexte seulement. La cause véritable en était dans l'impossibilité d'une entente entre la France et l'Angleterre sur la politique internationale. Une série de conférences dont la dernière a été celle de Paris a révélé cette impossibilité. *L'occupation de la Ruhr n'est pas seulement dirigée contre l'Allemagne, mais aussi contre l'Angleterre et contre l'Amérique, qu'il s'agit de contraindre à se prononcer pour la France dans les questions en litige.* L'occupation de la Ruhr était une dernière carte de la France. « L'expérience française doit réussir définitivement ou échouer définitivement, a dit le *Times* (16 janvier). » C'est là la cause de l'apre énergie de la France, en présence de la résistance passive de l'Allemagne.

Quels sont les litiges pendants entre la France d'une part, l'Angleterre et l'Allemagne de l'autre ? Ils portent sur :

1. Le montant des réparations.
2. La répartition des paiements allemands.
3. Les dettes interalliées.
4. La méthode de garanties des paiements de l'Allemagne.
5. La question du charbon.
6. La sécurité militaire de la France.

Nous devons souligner avant tout que ni la France, ni l'Angleterre, ni le gouvernement et les politiciens allemands ne suivent une politique bien déterminée ; tous hésitent : la bourgeoisie européenne ne peut pas dominer le problème.

**

La France soutient que les frais de la reconstruction des provinces dévastées doivent être avant tout couverts par les paiements allemands ; tant qu'ils ne l'auront pas été, la France ne sera pas à même de payer les intérêts des dettes interalliées ni de consentir à une diminution du montant des réparations.

Nous devons ajouter ici que les pensions ajoutées aux réparations ont nui considérablement à la situation de la France. Si l'Allemagne avait été capable de payer toute la somme — soit 132 milliards-or — fixée à Londres, le paiement des pensions eût constitué un avantage pour la France. Mais il n'en est rien. Et la France a fini par reconnaître qu'elle a été « roulée » par l'Angleterre dans la question des pensions. Si l'indemnité à payer par l'Allemagne se bornait aux dommages réels, l'Angleterre, au lieu de recevoir 22 % des paiements allemands, n'en toucherait peut-être que 1 ou 2 0/0 ; « l'Allemagne a rendu », tonne pour tonne, à l'Angleterre les bateaux qu'elle a coulés :

il ne lui reste à payer à la Grande-Bretagne que les cargaisons de ces bateaux et les dommages sans importance des côtes et des attaques aériennes, soit environ la quinzième partie de ce que revendique la France. *L'exigence de la France, que la diminution du montant des réparations allemandes soit en rapport avec une révision de la question en faveur de la France, est donc entièrement justifiée* (1).

Il en est presque de même pour les dettes interalliées. La note Balfour prévoyait déjà, en son temps, l'annulation des créances interalliées dépassant le montant des sommes que l'Angleterre doit à l'Amérique. L'Angleterre irait certainement plus loin dans cette voie si les autres questions pouvaient être réglées.

Les grandes causes de conflit gravitent non pas autour des questions d'ordre économique, mais autour de questions politiques.

La France ne veut pas seulement les réparations et l'annulation de ses dettes interalliées ; elle réclame aussi des garanties contre une agression future de l'Allemagne. Et la grosse industrie française veut, en outre, une participation dans la grande industrie de Rhénanie-Westphalie. Ces revendications ont incité Poincaré à repousser avec brusquerie le plan anglais des réparations qui envisageait un règlement rapide des réparations par l'Allemagne et occuper la Ruhr. Poincaré le dit clairement dans sa critique du plan anglais des réparations :

« Le programme anglais semble complètement illusoire ; il semble plus dangereux encore, si on examine les facilités qu'il accorde à l'Allemagne pour se libérer rapidement d'une dette facile à supporter. »

« L'Allemagne n'a pas d'autre dette extérieure. Elle a relativement diminué ses dettes intérieures par suite de la chute du mark, de sorte que celles-ci ne dépassent pas quelques milliards de marks-or et se réduiraient bientôt à zéro. Si l'Allemagne se trouvait alors en face d'une seule dette, celle des réparations, et si celle-ci était réduite à 20 milliards environ par le plan anglais — dette pouvant être amortie dans l'espace de 15 ans environ et qui s'élèverait à moins du tiers des dettes de la France — l'Allemagne serait, dans quelques années, l'unique pays d'Europe qui n'aurait pas de dettes extérieures ; avec sa population croissante, son industrie intacte qui tirerait sans cesse tous les avantages d'une situation exceptionnelle, avec les richesses intactes de son sous-sol : charbon, bois et potasse, elle deviendrait le maître de l'Europe vis-à-vis d'une France dont la population serait de la moitié moins nombreuse et qui devrait

(1) Nous croyons que l'Angleterre serait prête à renoncer à sa part des réparations (elles sont inscrites dans son budget au chapitre des recettes), si les antagonismes politiques peuvent être résolus.

supporter constamment le fardeau de la reconstruction des provinces dévastées. »

« L'hégémonie allemande en Europe, que la guerre devait détruire, serait rétablie et consolidée par les alliés. »

On retrouve constamment ces idées dans le long discours de Poincaré à la Chambre du 12 janvier. La France, dont la population reste stationnaire, a peur de l'Allemagne dont la population augmente rapidement. *La France ne veut pas accepter un plan des réparations qui serait vite rempli, même s'il lui était avantageux au point de vue économique, mais ne lui permettait plus de contrôler l'Allemagne politiquement et économiquement.* La meilleure politique serait, à ses yeux, celle du morcellement de l'Allemagne : l'internationalisation des pays du Rhin.

D'autre part, la mauvaise situation financière de la France l'incite à se faire rapidement verser des sommes élevées. Pour cette raison, la France ne veut pas consentir au moratoire proposé par l'Angleterre. Le projet de moratoire soumis par la France, après l'occupation de la Ruhr, à la commission des réparations, préconisait, en sus de la remise à l'Etat de 25 % des fortunes privées sous forme de titres, un emprunt en or de l'industrie allemande de 3 milliards de marks dont 500 millions devraient être employés à la stabilisation du mark et 2.500 millions au paiement des réparations jusqu'en novembre 1924.

Ainsi, la politique française est hésitante. On a occupé la Ruhr sans bien savoir quel but on voulait atteindre par là. Chaque semaine, on trouve à l'opération dans la Ruhr des justifications nouvelles. La politique officielle hésite entre une simple « garantie des livraisons de charbon », des « garanties productives » et des « sanctions ». La résistance passive de l'Allemagne, qui a un certain succès, a fait échouer les projets primitifs de la France et crée une situation sans issue. Chaque groupe politique conçoit l'occupation à sa façon.

Le 2 mars, le ministre de la Guerre, Maginot, déclarait au Sénat que « la force militaire de l'Allemagne constitue un danger pour nous... En cas de guerre, nous devons être à même de traverser la frontière immédiatement et de porter la guerre sur le territoire ennemi... Notre victoire de 1918 nous donne un avantage à cet égard ; il serait impardonnable d'y renoncer ».

Donc, intention d'occuper définitivement les pays du Rhin.

Poincaré déclarait dernièrement aux représentants des journaux les plus importants de Paris « ...que la situation financière n'était pas la plus importante. Le but serait l'occupation constante de la rive gauche du Rhin ». Général Percin, *Ere Nouvelle* du 7 mars, cité par le *Radical* de Marseille).

Le 19 mars, Loucheur déclarait, dans un discours tenu à Grenoble :

« Il y a pour moi une autre question que celle des réparations... C'est la question de la sécurité de la France... Il faudra séparer de la Prusse les Pays Rhénans... Ces provinces doivent être placées sous un régime spécial au point de vue militaire ; les chemins de fer y doivent être soumis à un contrôle interallié... »

M. Millet donnait, dans le *Petit Parisien* du 7 mars, le programme que voici :

« La lutte commencée doit conduire à une solution définitive du problème franco-allemand ; un règlement général doit résoudre toutes les grandes questions que le Traité de paix de Versailles a laissées pendantes entre l'Allemagne et la France... »

« 1^o Fixation du montant des réparations et des garanties des paiements ; »

« 2^o Garantie de neutralisation de la rive gauche du Rhin »

« 3^o Un troisième point essentiel, c'est celui du piébisite dans 15 ans dans la Sarre. Convient-il de laisser indéfiniment pendant dix années encore la question du sort futur de la Sarre et des mines de l'Etat, risquant ainsi d'engendrer au bout de ce laps de temps une crise nouvelle entre l'Allemagne et la France ? »

« 4^o La question des livraisons de charbon et de coke que le traité de Versailles ne voulait régler que pour dix années. »

Nous pourrions puiser dans la presse française d'innombrables citations montrant assez clairement, en dépit des variations quotidiennes et des constantes hésitations, que l'opinion publique de la bourgeoisie française attache plus d'importance à la protection contre une agression ultérieure possible de l'Allemagne qu'au montant des réparations.

L'opinion la plus fondée de la bourgeoisie française est le mieux exprimée, à mon avis, dans un discours de l'ancien ministre des Finances, Marsal (du 8 février), dans lequel il déclare tout net que la France serait satisfaite de recevoir de l'Allemagne, au titre des réparations, la somme nécessaire à l'amortissement d'emprunt correspondant à la somme réellement dépensée en reconstructions.

Mais le fait que la France n'a pas accepté les livraisons de matériel prévues par le moratoire de 1922 prouve que la bourgeoisie française ne tient pas, en premier lieu, à recevoir des réparations de la part de l'Allemagne.

E. VARGA.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :
1^o Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administrateur de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2^o Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Ceci pour éviter des difficultés avec la Poste et des retards dans l'expédition du journal.

Le Douzième Congrès du P. C. R.

Le 18 avril s'est ouvert le 12^e Congrès du P. C. R. Il se tient au Kremlin dans la grande salle Saint-André, connue des délégués aux Congrès de l'Internationale. Les années précédentes, il se tenait plus modestement dans la salle Sverdlov. On a voulu sans doute pouvoir ouvrir ses portes à un plus grand nombre d'auditeurs. Tout le public communiste de Moscou se dispute en effet les billets : comme ils sont valables pour un jour seulement, les bienheureux élus peuvent être renouvelés chaque fois. Malheureusement les anciens locataires du Grand Palais n'avaient pas prévu que la salle de l'Ordre de Chevalerie Suprême contiendrait des milliers d'oreilles avides d'entendre l'avis des meilleurs hommes de Russie sur les questions d'Etat. L'acoustique est déplorable : à partir du milieu de la salle commence un spectacle bizarre : une envolée de tuyaux blancs tournés vers la tribune. Ce sont des *Pravda* et des *Izvestia* roulées par les spectateurs ingénieux et désespérés en forme de cornets acoustiques !

Dans ce public toutes les catégories sont représentées, mais surtout beaucoup de jeunesse des écoles. Evidemment, les cours sont moins tenaces que l'usine. Parmi les délégués, on distingue fort bien des ouvriers d'hier, qui représentent dignement le Parti de la Révolution, et des ouvriers d'avant-hier ou des intellectuels visiblement assis dans la vie, qui rappellent que ce Parti est au pouvoir. Cinquante automobiles les attendent à l'entrée du Palais. Ces contrastes sont douloureux, mais ils sont ceux de la vie même, ils sont ceux de la période de transition, de l'« Etat » Soviétiste et de la « nep » en particulier. En dehors de cette voie, y a-t-il autre chose que l'anarchisme, qui est un bel idéal, mais pas une politique ? Il faut bien que la révolution triomphe, devienne pouvoir, pour créer du nouveau. On voit les représentants des races diverses que le communisme unit. Quelques-uns portent sur leur poitrine le petit drapeau rouge, insigne du Comité Central Exécutif du Turkestan, de la Fédération Transcaucasienne, du Daghestan. On voit même, dans sa robe nationale et sa calotte musulmane, un Boukharien.

Spectacle nouveau aux Congrès du Parti : des délégations d'ouvriers de la province d'Iaroslavl et du Donets sont venues présenter leurs adresses de dévouement et d'attachement au Parti du prolétariat. Aujourd'hui ceux de Moscou doivent suivre leur exemple. Il est certain qu'il y a autour des noyaux communistes un milieu sympathisant qui fournira toujours candidats et membres nouveaux.

Dans les suspensions de séance, voix délibératives, voix consultatives et invités se mêlent dans les couloirs décorés par l'Exposition de l'« Histpart » (Commission pour l'histoire du Parti et de la Révolution). Là est toute la chronique héroïque du Parti social-démocrate, puis bolchevik, depuis sa naissance, là sont les portraits de beaucoup qui sont morts avant la victoire, là des documents de police qui entraînaient l'exil, la casemate ou les travaux forcés, là les journaux illégaux, les brochures jau-

nies par le temps, et, à travers les dates critiques du menchévisme, de 1905, du liquidationnisme, des grèves formidables de 1912, de la guerre, on arrive à 1917. Rien de plus éloquent que cette quintessence d'histoire. Nul autre Parti au monde ne peut rien présenter de semblable. Plus loin, dans une vaste salle sont exposés de nombreux et ingénieux diagrammes montrant aux yeux tout l'organisme actuel du Parti : la proportion des militants de l'époque clandestine dans les différents postes, la proportion des anciens menchéviks, socialistes-révolutionnaires ou anarchistes, dans les diverses branches d'activité (elle est plus forte par exemple dans les syndicats ou la coopération), la répartition des ouvriers, intellectuels et paysans à tous les échelons. Plus loin encore, suivent les livres publiés par l'Édition d'Etat, classés par matières. Notons aussi les comptoirs de vente, avec remises pour les délégués, des diverses maisons d'édition officielles : le « Gosizdat » pour toutes les catégories, l'« Ouvrier Moscovite » pour la littérature marxiste, la « Krasnaia Nov » pour la propagande, l'« Histpart » pour l'histoire révolutionnaire, enfin les comptoirs de la jeunesse, de l'armée rouge, de la poésie prolétarienne. Les premiers sont furieusement achalandés. Les délégués remportent avec eux des liasses de publications, le *Capital* de Marx, les Œuvres de Lénine, et mille choses moins volumineuses.

Le Congrès ne comporte pas cette année de clou, d'article sensationnel, comme l'Opposition Ouvrière l'année dernière ou la nouvelle politique l'année précédente. C'est un véritable Congrès de travail où toutes les questions sont d'égale couleur : politique générale, industrie, question nationale, réforme des impôts. L'idée générale qui domine, c'est la jonction entre le prolétariat et la classe paysanne. L'originalité du Parti bolchevik, la cause de sa victoire, a été précisément qu'il a toujours fait de cette alliance des deux classes laborieuses la clé de la voûte de sa tactique. Les menchéviks ne voulaient connaître que l'ouvrier, les socialistes-révolutionnaires que le paysan : Lénine a dit que l'ouvrier est le guide et marche en avant, mais ne doit pour rien au monde s'éloigner du paysan. Là est la ligne, du Parti. Tous les excès d'un côté ou de l'autre sont des « déviations » que le congrès condamne.

Enfin, le portrait de Lénine domine la tribune. C'est la première fois depuis le sixième congrès, après les journées de juillet 1917 où il dut se cacher des poursuites de Kerensky que Lénine ne préside pas le Congrès du Parti. Mais il est présent en esprit : il inspire les rapports et les débats, Zinoviev se réfère à son opinion récente, Trotsky le cite, les orateurs expriment l'espoir qu'il reviendra bientôt à son poste. Tous ont le sentiment, et le disent, que le Congrès est chargé d'une bien lourde responsabilité et doit procéder avec infiniment plus de prudence et de rigueur maintenant que le Parti n'a plus pour le guider l'intuition géniale de « Vladimir Ilitch ».

Pierre PASCAL.

LE FASCISME

Son caractère ; ses principes

Mussolini n'a pas tort d'affirmer que le fascisme italien est un phénomène unique et que les mouvements fascistes des autres pays ne sont que de mauvaises copies de son œuvre. On ne peut comprendre la naissance et le développement du fascisme italien qu'en tenant bien compte de la structure économique et sociale de l'Italie. La nation italienne a formé l'Etat moderne et l'organisme économique capitaliste le plus jeune ; la cristallisation des classes sociales y est arriérée en comparaison avec celle de l'Europe occidentale et centrale. Jusque tout dernièrement, il n'y avait pas en Italie de classe dominante ayant un caractère économique déterminé. Quoique le capitalisme industriel eût pris le dessus au cours des dernières dizaines d'années, le développement industriel de l'Italie était trop insignifiant pour donner à la bourgeoisie des villes la prépondérance économique absolue. L'Italie a donc été gouvernée par des groupes économiques hétérogènes représentant pour la plupart des intérêts locaux. A cet état économique arriéré correspondait, en politique intérieure, le régionalisme, et, en politique étrangère, l'instabilité...

Pour ces raisons, la réaction antiprolétarienne ne s'est pas limitée à une classe sociale économiquement déterminée. Des éléments, que divers milieux bourgeois ont naguère considérés et employés comme des instruments de combat, ont acquis l'indépendance politique et sont devenus maîtres de la situation. L'idéologie et le programme du fascio correspondent à la composition sociale. Au début, le fascio écrivait simplement sur ses drapeaux : *Guerre à la lutte de classes*, et ne se lassait pas de répéter qu'il ne combattait pas les classes laborieuses, mais cherchait à extirper « l'idéologie surannée des antagonismes des classes irréductibles ». Le point essentiel de son programme, c'est l'accord des classes dans l'intérêt « national » commun. Les partis petits-bourgeois ont toujours professé ces mêmes principes, mais ils tentaient de les appliquer par la voie démocratique ; le fascisme, lui, est dictatorial et absolu. Une sorte « d'absolutisme éclairé » en plein vingtième siècle !

Quant au domaine économique, le fascisme y représente les principes du vieux libéralisme. Il nie à l'Etat la capacité de créer et de diriger des organismes économiques, et c'est en vertu de ce principe que le gouvernement Mussolini abandonne les entreprises d'utilité publique administrées jusqu'à présent par l'Etat (télégraphes, téléphones, prochainement chemins de fer) au capital privé. Mais le libéralisme économique met en présence les intérêts des patrons et des ouvriers et entraîne nécessairement la lutte des classes. Le fascisme espère y remédier en fusionnant dans ses corporations nationales les organisations de la classe ouvrière, des employés et des entrepreneurs et en fixant dictatorialement les conditions de travail. Ces idées directrices, affirmées il n'y a pas long-

temps au « Grand Conseil » fasciste, qui est le gouvernement véritable de l'Italie, ont rencontré des objections de la part des organisations des entrepreneurs, dont le député Corgini a été le porte-parole. Jusqu'à présent, les corporations fascistes ne comprenaient que des organisations d'ouvriers ; les organisations patronales gardaient toute leur indépendance. En introduisant son monopole d'organisation du travail, le fascisme porte un rude coup au libéralisme économique et entre en contradiction avec son propre principe de non-mixtion de l'Etat dans la vie économique. Mussolini et les autres chefs du fascisme se sont hâtés de rassurer le patronat : « Le syndicalisme fasciste ne tient, affirment-ils, qu'à atteindre un but : le maximum de production et le bien-être suprême de la Patrie ». Sachant bien, pour notre parti, que « l'intérêt suprême de la patrie » s'identifie avec les appétits des capitalistes, nous sommes curieux de savoir ce que les masses incorporées bon gré, mal gré, aux organisations fascistes, vont penser de cette « harmonie de classes ».

La perspective semble inquiéter quelques milieux libéraux de la bourgeoisie. Les hommes politiques bourgeois les plus intelligents paraissent même convaincus de l'impuissance des expériences sociales et économiques du fascisme. Le *Corriere della Sera* de Milan a suscité l'indignation de la presse fasciste par son opposition. Ce journal souligne, il est vrai, de concert avec quelques autres feuilles bourgeoises de l'opposition (*Mondo, Stampa*), que les mérites du fascisme en tant que réaction « antibolcheviste » sont indéniables ; mais, comme ses confrères, il laisse entrevoir que tout a une fin, que le fascisme risque d'avoir une triste fin, triste pour toutes les classes possédantes. Le fascisme a donné trop de bonnes leçons au prolétariat ! Ne serait-il pas plus sage de retourner au bon vieux système libéral ?

Ce qui inquiète les politiciens bourgeois les plus prévoyants, c'est la tendance du fascisme à absorber les partis qui ont des affinités avec lui (il a déjà absorbé le parti nationaliste) et à saper et démolir les autres partis bourgeois et petits-bourgeois jouissant encore d'une certaine influence dans le pays, comme le *Popolari* (Parti populaire catholique). Cette polarisation de toutes les forces de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie serait, à un certain moment, un très grand avantage ; mais le jour où le fascisme tomberait, il n'y aurait pas de partis bourgeois pour le remplacer et le pouvoir irait sans transition au prolétariat. C'est en vertu du même raisonnement que nous souhaitons que le fascisme réussisse dans son entreprise de démolition des vieux partis.

Quant à nous, communistes italiens, nous devons nous attacher à garder nos forces numériques et nos organisations pour que, le jour de l'effondrement du fascisme, le prolétariat italien ait une avant-garde aguerrie et solide.

GUM.

Sa première défaite politique

Le Parti Populaire vit le jour en 1919 et fut le premier parti officiel des catholiques italiens (toujours d'une grande tolérance envers toutes les religions) et la seule force réellement organisée de la bourgeoisie italienne contre le prolétariat socialiste jusque fin 1921. Se servant de la tactique traditionnelle de la réaction italienne, il a cherché à organiser les masses arriérées et superstitieuses des campagnes et réussi à les opposer à la marée révolutionnaire montante des villes.

Lorsque le fascisme surgit, mouvement spécifique de réaction et de défense capitalistes, le parti catholique devint son allié naturel. Autour de leur parti, les *Popolari* avaient créé une excellente organisation syndicale, la *Confédération Générale des Travailleurs*. La retraite des socialistes augmenta leur puissance. Chaque fois que les fascistes incendiaient une Bourse du Travail, les forces rouges (socialistes) diminuaient, tandis que celles des blancs (catholiques) augmentaient et chaque victoire des populaires était un avantage pour les fascistes.

Quand le fascisme se donna la forme précise d'un parti et décida de créer un mouvement syndical propre, l'alliance entre fascistes et populaires qui, jusqu'alors, avait été spontanée et naturelle, devint artificielle et forcée. A partir de ce moment seuls les organes dirigeants du parti populaire trouvèrent des avantages dans les arrangements avec les fascistes, absorbés qu'ils étaient presque exclusivement par la lutte parlementaire dans laquelle les deux forces en présence étaient le groupe socialiste avec 126 députés et le groupe populaire avec ses 102 députés.

Mais les masses paysannes organisées dans le parti populaire et dans ses syndicats connurent le sort tragique des masses ouvrières socialistes : elles eurent peu à peu à choisir entre l'acceptation du joug fasciste et la résistance. Si les chefs du parti populaire ne s'y étaient nettement refusés, la grande masse des populaires se serait déjà décidée pour la résistance. Mais les chefs, tant à cause de leurs intérêts individuels que pour protéger les intérêts de la haute banque catholique (Banque de Rome) préférèrent la soumission au fascisme. Et c'est ainsi que se créa l'étrange situation dans laquelle vécut le parti populaire au cours de la dernière année, alors que dans les campagnes, les masses catholiques s'unissaient aux partis de gauche dans toutes leurs luttes contre le fascisme et qu'à Rome les députés populaires sauvaient, chaque fois que l'occasion se présentait, le gouvernement pro-fasciste, les organisations locales des *popolari* votaient contre le bloc électoral avec les fascistes et la direction du Parti populaire les obligeait au mariage forcé repoussé par elles (exemple : les élections municipales de Milan) ; que le groupe parlementaire populaire collaborait au gouvernement Mussolini dès sa formation, après le coup d'Etat de Novembre 1922, et les sections du parti réclamaient que celui-ci passât à l'opposition. Il est bien certain que la force des masses populaires aurait triomphé si le secrétaire du parti, Dom Sturzo, un petit prêtre assez quelconque, qui fut de 1920 à 1922 l'arbitre et le maître de tous les ministères italiens, n'eût préféré garder l'expectative avant d'adopter une attitude nette

devant le triomphe du fascisme. Sa longue hésitation a accru la force des groupes parlementaire et financier du parti ; sa haute autorité personnelle a réussi à imposer l'expectative à la multitude de ses partisans.

La politique religieuse du ministère fasciste a été la cause décisive du revirement de Dom Sturzo et du passage du Parti populaire à l'opposition. Cela paraît étrange à qui constate les immenses concessions que Mussolini a faites dans le domaine religieux à l'église catholique. Mais lorsqu'on considère que le but de toutes ces concessions était seulement de démontrer l'inutilité de l'existence d'un parti catholique en Italie, vu le caractère chrétien du mouvement fasciste, on comprend pourquoi les populaires ont réagi contre la tactique des fascistes, qui tend à leur suppression. Le contraste des masses du parti avec ses organes dirigeants disparaît, car les masses n'ont pas cessé d'être dans l'opposition, et les chefs sont devenus maintenant les ennemis du parti au pouvoir qui a commencé de détruire leur indépendance, leur autorité et leur pouvoir.

Dom Sturzo s'est fait le héraut de cette nouvelle fusion des volontés du parti.

Le Congrès du parti qui s'est réuni à Turin (14-avril) a célébré l'unification des forces populaires autour du vieux leader, sur un programme en substance antifasciste. Dans la discussion, la droite du parti, nettement favorable à Mussolini, a été battue malgré l'aide du gouvernement ; la gauche semble sortir du tournoi battue (elle réclamait la sortie des ministres populaires du gouvernement fasciste et la lutte ouverte contre le gouvernement actuel). En réalité, le centre vainqueur dissimule dans son programme toute la haine du fascisme que la gauche aurait voulu soulever d'un coup, mais qui est, au contraire, appelée à se développer graduellement à travers la politique habile et savante du Dom Sturzo.

Le Congrès de Turin a voté la collaboration sous condition au gouvernement fasciste ; il a affirmé à nouveau le droit à l'existence du parti contre les programmes d'absorption des fascistes ; il a empêché le député populaire Pestalozza de continuer son discours quand il eut dit que : « Mussolini est l'homme envoyé par la divine Providence » ; il a mandaté les 102 députés populaires pour défendre jusqu'à l'extrême la loi électorale proportionnelle dont la suppression a été décidée par le Grand Conseil fasciste. Ce Congrès constitue vraiment la première défaite politique du fascisme.

Fort justement, le *Popolo d'Italia*, le journal de Mussolini, qualifie le rapport de Dom Sturzo au congrès, « discours d'un ennemi », et l'agence *Volta*, porte-voix du gouvernement, annonce « la nécessité de mettre le parti populaire dans la situation d'un organisme politique extra-national, ou même anti-national, et de le réduire (par le fer et par le feu) aux proportions des groupements mis au ban de la vie politique »...

Le fascisme a déjà commencé sa lutte sur deux fronts : contre la Maçonnerie et contre les catholiques. Il présume beaucoup de ses forces.

Umberto TERRACCINI.

Chronique Internationale

POLOGNE

Voici quatre années déjà que la bourgeoisie polonaise reconstruit. Des fabriques, fermées pendant des mois, ont été remises en activité. Des puits de mines ont été creusés dans les houillères. Les transports, si endommagés, ont été améliorés. Quelques centaines de milliers de sans-travail, pendant des mois, ont trouvé de l'emploi dans l'industrie. Le « spectre » du communisme s'est écarté... Du moins, telle a été la première phase (1920-21) d'une reconstruction capitaliste assez réussie.

Elle fut quelque peu facilitée par le concours du capital étranger, français et américain surtout, et davantage encore par l'activité des banques. Seulement, l'Etat a tellement abusé des moyens financiers qu'il se voit, à la fin de la quatrième année de « reconstruction », au bord de l'abîme, d'autant plus au bord que la bourgeoisie polonaise a surtout été guidée, non par des besoins économiques, mais par des desseins impérialistes. Les armements absorbent toujours le tiers au moins du budget. La Pologne entretient une armée permanente qui, proportionnellement à sa population, est deux fois plus nombreuse que l'armée russe et vingt fois plus grande si on compare la superficie à défendre des deux pays. Résultat : une crise financière, à laquelle se rattachent les conséquences économiques et sociales habituelles — d'une acuité dépassant celle de la crise allemande et se rapprochant de la crise des finances russes.

La bourgeoisie polonaise a, il est vrai, conçu un projet d'assainissement financier reposant sur la création d'un nouvel étalon de valeur. Mais ses premiers efforts ont amené la terrible crise économique qui dure déjà depuis plusieurs mois et semble s'étendre.

En février, le nombre des chômeurs officiellement enregistrés s'élevait à 82.000 et, le 24 mars, à 216.000. Nous apprenons journellement la fermeture de fabriques, des restrictions de la production dans les industries textile, métallurgique, chimique, verrière, etc. Les restrictions s'étendent, pensons-nous, sur 60 % de toutes les entreprises. Une des clauses principales de la crise serait, en outre, le manque de crédits, le manque de numéraire.

Les frais de la production se sont accrus de telle sorte que l'industrie polonaise ne peut plus concourir sur les marchés étrangers. D'autant moins que la Tchéco-Slovaquie, qui traverse elle aussi une lourde crise, et l'Autriche (en partie), vendent leurs marchandises à l'étranger au-dessous du prix de revient. (L'index officiel du coût de la vie pour une famille ouvrière enregistrée en janvier, à Varsovie, une augmentation de 52,7 0/0 ; en février, de 61,79 0/0 ; en mars, de 33,5 0/0, et à Lodz, de 44 0/0.) La production polonaise aurait diminué, en mars, jusqu'à n'être plus que la moitié de celle de novembre.

C'est vers la fin de février et mars que la capitale polonaise a commencé à ressentir les premières conséquences de cet état de choses. Des manifestations de sans-travail s'y sont produites ; il s'est toujours trouvé, parmi les chômeurs, assez de communistes pour donner à ces manifestations

un caractère communiste inquiétant... L'« opinion publique » — bourgeoisie et classes moyennes — s'est émue. On a essayé d'amadouer les uns et de mater les autres. Les autres, ce sont naturellement les communistes. Aux premiers, on offrit des repas gratuits, des allocations et quelques travaux publics. Aux seconds, on porta un coup direct par la dissolution de quatre organisations syndicales (en trois étapes : 4 janvier, 17 février, 19 mars) : celles des travailleurs du Bois, du Tabac, des Raffineries de sucre et du Conseil des Syndicats de Varsovie.

La Cour d'appel a dû, pour la « justification » de ces mesures complètement arbitraires, invoquer les raisons de la police secrète politique, selon laquelle il s'agit de mesures non point pénales, mais « préventives ».

L'Etat arme contre les communistes et se montre résolu à bien faire usage de toutes ses armes, comme l'attestent la grève de janvier à Biélostock, à laquelle fut opposé l'état de siège, et les déclarations du chef de la Sûreté à la presse bourgeoise. Les socialistes réformistes syndicaux font de même. Pendant la véhémence campagne anticommuniste déchaînée à propos de la condamnation de Mgr Boudkiewicz, socialistes et réformistes polonais ont donné de la voix.

Les ouvriers métallurgistes du pays entier, les ouvriers du textile de Biélostock — ceux-ci après une lutte de 28 jours — les employés des tramways et les ouvriers du textile de Lodz ont dû, sous l'effort combiné du patronat, du pouvoir, des réformistes, et dans la situation misérable faite au prolétariat pendant la crise économique, accepter des « augmentations » nominales de salaires qui sont, en réalité, d'énormes diminutions — tellement elles demeurent au-dessous de l'augmentation du coût de la vie. Le capital ne peut pas payer davantage ! Acceptez, ou nous fermerons les entreprises ! — C'est en ces termes que l'on pose la question aux travailleurs.

Le président du Conseil général Sikorski a visité, le 9 avril, le centre de l'industrie textile, Lodz, où la crise s'aggrave de plus en plus. Le général a parlé de certaines « concessions du patronat » et des sacrifices financiers de la part de l'Etat, et demandé à la classe ouvrière de rester « loyale envers l'Etat ». Mais les gouvernants polonais n'ont pas l'air très sûrs de cette loyauté du prolétariat. Aussi préparent-ils une loi pour la protection de la République — plus exactement une loi ultra-sclérate anticommuniste. L'exécution de Mgr Boudkiewicz leur a fourni un prétexte pour exciter les passions réactionnaires. Il y a lieu de penser que la loi nouvelle sera promptement forgée. Elle ne « reconstruira » pas la Pologne capitaliste qui s'effrite — et n'intimidera pas ses travailleurs, déjà accoutumés à la terreur blanche...

MACIEJEWSKI.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges DANGON, imprimeur.



1905

PAR
Léon TROTSKY

Un magnifique volume
grand in-octavo de 400 pages dont
19 PLANCHES HORS-TEXTE
(2 en couleurs)
sur papier glacé

- Prix de souscription -
- - - 12 francs - - -

- Après la parution -
- - - 15 francs - - -

Tous ceux qui veulent profiter du prix réduit de 12 fr, doivent se hâter. Le livre paraîtra bientôt. A dater de la mise en vente, le prix sera de 15 francs.

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

Autres œuvres de TROTSKY :

- Terrorisme et Communisme 7 »**
- Nouvelle Étape 4 »**
- Entre l'Impérialisme et la Révolution 4 »**
- Les trois livres : 15 francs**

Les souscripteurs de « 1905 » qui commanderont aussi ces trois volumes ne les paieront que :

12 francs les 3

Par la poste, recommandé, ajouter 2 francs de port.

UN ÉVÉNEMENT DANS LA LIBRAIRIE

Par les soins de la Librairie de l' « Humanité », prochainement paraîtra le nouveau livre de

LÉON TROTSKY

consacré à la Révolution russe de 1905

Traduit par PARIJANINE

C'est une œuvre d'un intérêt extraordinaire qui dépasse de beaucoup tout ce qui a été écrit sur la Révolution russe.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux chefs d'une Révolution qui ouvre une ère nouvelle dans l'Histoire de l'humanité.

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des principaux dirigeants de la première République prolétarienne, la République des Soviets de Russie, qui couvre un sixième de la surface des continents,

Léon TROTSKY n'est pas seulement un des plus grands orateurs révolutionnaires, un brillant polémiste, un dialecticien de premier ordre, un théoricien érudit,

Léon TROTSKY est aussi un grand écrivain et un historien.

1905 son nouveau livre, éclaire d'une vive lumière toute l'histoire de la Révolution russe.

1905 n'explique pas seulement la Révolution de 1905, elle explique aussi celle de 1917. On ne peut comprendre celle-ci sans connaître la première.

1905 est indispensable à quiconque s'intéresse à la Russie, à la Révolution, au mouvement ouvrier mondial.

1905 a sa place marquée dans toutes les bibliothèques et sur la planchette à livres du plus humble militant.

1905 PARAITRA TRÈS PROCHAINEMENT

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Je soussigné (nom et prénoms).....

Adresse

Localité, département

vous adresse la somme de :

<p>12 francs (14 francs pour recevoir par poste, recommandé), montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution.</p>	<p>24 francs (28 francs pour recevoir par poste, recommandé), montant du prix de souscription du livre de L. Trotsky, « 1905 », que vous m'enverrez dès la parution, et des 3 livres de Trotsky déjà parus.</p>
--	---

(Biffer la mention inutile).

Envoyer ce bulletin à M. HENRI SUCHET, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e). — Chèque postal : 25-517.

CEUX QUI VEULENT LE LIVRE RELIÉ AJOUTERONT :
6 fr. 75 pour une reliure en basane : 10 fr. pour une reliure chapin